REPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DU GOUVERNEMENT

Dakar, le 14 DEC. 1960

130008

N° 373

54/60

LE PRESIDENT DU CONSEIL

à Monsieur le PRESIDENT de l'Assemblée Nationale
de la République du Sénégal

DAKAR

Monsieur le PRESIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint,
le décret de présentation à l'Assemblée Nationale
d'un projet de loi ratifiant des ordonnances prises
en vertu de la Loi d'habilitation N°60-046 du 7 Sep-
tembre 1960.

Je vous serais obligé de bien vouloir sou-
mettre ce projet à la délibération de l'Assemblée
Nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'as-
surance de ma haute considération./-

P. le Président du Conseil Absent
Le Ministre des Affaires Etrangères chargé
de l'expédition des affaires courantes et ur-
gentes de la Présidence du Conseil.

[Handwritten signature]

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE

Commission des TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS & TELECOMMUNICATIONS

R A P P O R T sur les Ordonnances

N^{os} 60-09 du 27/8/60 et 60-34 MTT du 22/10/60 et 60-49 du 9/11/60

relatives à l'érection du Port de Commerce de Dakar en établissement public de la République du Sénégal.

Rapporteur : M. Robert DELMAS.

Monsieur le Président et chers Collègues,

Votre Commission des Travaux Publics, des Transports et des Télécommunications a examiné l'ordonnance 60-09 du 27 Août 1960 modifiée par l'ordonnance 60-34 MTT du 22 Octobre 1960 relatives à l'érection du Port de Commerce de Dakar en établissement public de la République du Sénégal, ainsi que l'ordonnance 60-49 du 9 Novembre 1960.

L'Ordonnance 60-49 a pour objet d'abroger la loi malienne portant organisation du Port de Commerce de Dakar.

Les deux autres ordonnances ont pour objet d'apporter les aménagements nécessaires à la législation précédemment établie par la Fédération du Mali en ce qui concerne la création de ce même port.

Votre commission vous propose l'approbation des 3 ordonnances sous réserve des corrections rédactionnelles suivantes apportées à l'article 2 de l'ordonnance 60-34 :

Art. 2 - L'art. 6 de l'ordonnance 60-09 du 27 Août 1960 est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

Le Ministre des transports et télécommunications et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne

de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal Officiel de la République du Sénégal.

Sous réserve de ces dispositions, votre Commission vous propose l'approbation des ordonnances sous revue.

Dakar, le 16 Février 1961.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE

Commission des TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS & TELECOMMUNICATIONS

R A P P O R T

Ordonnance n°60-22 MTT du 3/10/1960

relative a la creation d'un office des postes et télécommunication
du Sénégal .

Rapporteur: M. Robert DELMAS.

Monsieur le Président et chers Collègues,
Votre Commission des Travaux Publics, des Transports et des Télé-
communications a examiné l'ordonnance n° 60-22 MTT du 3 Octobre
1960 relative à la creation d'un office des postes et télécommuni-
cations du Sénégal.

Cette ordonnance a pour objet d'apporter les aménagement
nécessaires à la législation précédemment établie par la Fédération
du Mali en la matière.

Votre Commission vous propose l'approbation de cette
ordonnance.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE

Commission des TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS & TELECOMMUNICATIONS

R A P P O R T

Ordonnance n°60-24 /10/10/60

relative au régime juridique et fiscal de la recherche,
de l'exploitation et du transport des hydrocarbures.

Rapporteur: M. Robert DELMAS.

Monsieur le Président et chers Collègues,

Votre Commission des Travaux Publics, des Transports et
Télécommunications a examiné l'ordonnance 60-24 du 10 Octobre 1960
fixant le régime juridique et fiscal de la recherche, de l'ex-
ploitation et du transport des hydrocarbures,

L'ordonnance 60-24 du 10 Octobre 1960 dans son ensemble,
adapte un texte malien sur lequel l'Assemblée législative du
Sénégal et le Gouvernement avaient déjà eu à se prononcer.

LA Commission n'a aucune observation à présenter et
propose à l'Assemblée l'approbation de l'ordonnance .

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

-:-:-:-:-

Commission des TRAVAUX PUBLICS, DES
TRANSPORTS & TELECOMMUNICATIONS

-:-:-:-:-

-:- R A P P O R T -:-

Ordonnances N° 60-10 du 27/8/60 et N° 60-31 du 17/10/60
relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer
en établissement public de la République du SENEGAL.

-:-

Rapporteur : M. Robert DELMAS.

-:-

Monsieur le Président et Chers Collègues,

Votre Commission des Travaux Publics, des Transports et Télécommunications a examiné l'ordonnance 60-10 du 27 Août 1960, modifiée par l'ordonnance 60-31 du 17 Octobre 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en établissement public de la République du SENEGAL.

Ces deux ordonnances ont pour objet d'apporter les aménagements nécessaires à la législation précédemment établie par la Fédération du Mali.

Votre Commission vous propose l'approbation de ces ordonnances compte tenu des corrections rédactionnelles apportées par la Commission (soulignées dans ce présent rapport).

a) Art. I. - Les articles 3, 4, 5 et 6 de l'ordonnance N° 60-10 du 27 Août 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en établissement public de la République du Sénégal sont abrogés et remplacés comme suit :

Art. 3. - (nouveau) - Le Ministre de tutelle est le Ministre des Transports et Télécommunications du Sénégal.

Art. 4. - (nouveau) - Le Ministre des Finances est chargé conjointement avec le Ministre de tutelle du contrôle des opérations comptables de la Régie des Chemins de Fer.

Art. 5. - (nouveau) - La situation comptable de la Régie des Chemins de Fer c'est-à-dire le compte d'exploitation, la situation de caisse, de banque et de portefeuille, l'état des créances et des dettes, les inventaires etc... sera communiquée au Ministre des Transports et Télécommunications

.../....

et au Ministre des Finances qui prendront toutes mesures utiles pour assurer le contrôle de la gestion financière de la Régie des Chemins de Fer, pour compter de la promulgation de la présente ordonnance.

b) Art.2.- L'article 6 de l'ordonnance 60-10 est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

Art.6.- (nouveau) - Le Ministre des Transports et Télécommunications et le Ministre des Finances du Sénégal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal Officiel de la République du Sénégal et exécutée comme loi de l'Etat.

Sous réserve de ces dispositions votre Commission vous propose d'approuver les ordonnances sous revue.

DAKAR, le 16 Février 1961.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N°60.440/SG

DECRET DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet de Loi de ratification des ordonnances prises en vertu de la Loi d'habilitation n°60-046 du 7 Septembre 1960

VU la Constitution;

VU l'Ordonnance 69-037 du 31 Mars 1959;

VU l'Ordonnance 59-038 du 31 Mars relative aux pouvoirs généraux du Président du Conseil;

- DECRETE :

ARTICLE 1er - Le projet de loi adopté en Conseil des Ministres le 10 Novembre 1960 et dont la teneur suit, sera présenté par le Président du Conseil qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion./-

Fait à Dakar, le 13 Décembre 1960

Mamadou DIA

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

LOI

de ratification des ordonnances prises en
vertu de la loi d'habilitation N°60-046
du 7 Septembre 1960

ARTICLE UNIQUE - Sont ratifiées les ordonnances prises en application de la loi 60-046 du 7 Septembre 1960 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

- Ordonnance n°60-18 du 21 Septembre 1960 relative aux frais de représentation du Président de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-19 du 24 Septembre 1960 créant un hymne de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-20 du 26 Septembre 1960 portant 3° remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960
- Ordonnance n°60-21 du 26 Septembre 1960 soumettant à autorisation l'exercice de la profession de courtier en métaux précieux supprimant l'anonymat des opérations sur l'or et créant une taxe para-fiscale
- Ordonnance n°60-22 du 3 Octobre 1960 portant création d'un Office des Postes et Télécommunications du Sénégal
- Ordonnance n°60-23 du 10 Octobre 1960 complétant la loi n°60-011 du 13 Janvier 1960 portant création d'une Banque Sénégalaise de Développement
- Ordonnance n°60-24 du 10 Octobre 1960 fixant le régime juridique et fiscal de la recherche de l'exploitation et du transport des hydrocarbures
- Ordonnance n°60-25 du 10 Octobre 1960 portant modification du Chapitre V du Titre IV du Livre II du Code d'instruction criminelle
- Ordonnance n°60-26 du 10 Octobre 1960 relative au Sceau de l'Etat
- Ordonnance n°60-27 du 10 Octobre 1960 relative aux agissements portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics
- Ordonnance n°60-028 du 10 Octobre 1960 portant 4° remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960
- Ordonnance n°60-29 du 12 Octobre 1960 relative à l'attribution d'une indemnité spéciale de 20 % en faveur du personnel de l'Enseignement du 1er Degré.
- Ordonnance n°60-30 du 14 Octobre 1960 relative au recouvrement des rôles d'impôts nominatifs.
- Ordonnance n°60-31 du 17 Octobre 1960 portant modification de l'ordonnance n°60-10/MTP du 27 Août 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en Etablissement public de la République du Sénégal.

.../...

- Ordonnance n°60-32 du 18 Octobre 1960 portant amnistie
- Ordonnance n°60-33 du 22 Octobre 1960 interdisant la pêche aux engins trainants dans la limite des eaux territoriales bordant les côtes du Sénégal
- ‡ Ordonnance n°60-34 du 22 Octobre 1960 portant modification de l'ordonnance n°60-09 du 27 Août 1960 relative à l'érection du Port de Commerce de Dakar en Etablissement public de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-35 du 22 Octobre 1960 abrogeant la loi 59-023 du 16 Juin 1960
- Ordonnance n°60-36 du 22 Octobre 1960 créant l'ordre national du Sénégal
- Ordonnance n°60-37 du 22 Octobre 1960 autorisant un emprunt de 30 millions de francs CFA.
- Ordonnance n°60-038 du 22 Octobre 1960 portant modification de la répartition du produit de la Taxe de Cercle pour l'exercice 1960
- Ordonnance n°60-39 du 22 Octobre 1960 relative à la modification des limites de la Commune de Kaolack
- Ordonnance n°60-40 du 22 Octobre 1960 créant un Centre National d'Education Populaire et Sportive
- Ordonnance n°60-41 du 31 Octobre 1960 portant création d'une taxe intérieure sur les huiles
- Ordonnance n°60-42 du 31 Octobre 1960 portant modification de la Taxe de consommation et de la Taxe sur les alcools et les liquides alcoolisés
- Ordonnance n°60-43 du 31 Octobre 1960 portant création et statut de la Commission de Presse
- Ordonnance n°60-44 du 31 Octobre 1960 portant statut du Journalisme professionnel dans la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-45 du 31 Octobre 1960 portant création d'une Commission de la Carte d'Identité professionnelle de Journaliste
- Ordonnance n°60-46 du 31 Octobre 1960 portant institution de la Fête Nationale et des Fêtes légales dans la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-47 du 9 Novembre 1960 portant Statut de la Magistrature de la République du Sénégal
- Ordonnance n°60-48 du 9 Novembre 1960 relative aux Sous-Officiers de réserve
- Ordonnance n°60-49 du 9 Novembre 1960 abrogeant la Loi-ordonnance n°3 du 17 Décembre 1959 portant statut du Port de Commerce de Dakar
- Ordonnance n°60-50 du 14 Novembre 1960 instituant la Taxe Régionale

.../...

- 3 -

- Ordonnance n°60-51 du 14 Novembre 1960 concernant le Casier Judiciaire
- Ordonnance n°60-52 du 14 Novembre 1960 portant renforcement de la protection de l'ordre public
- Ordonnance n°60-53 du 14 Novembre 1960 portant 5° remaniement du budget de la République du Sénégal, exercice 1960.
- Ordonnance n°60-54 du 14 Novembre 1960 portant organisation générale de la Défense
- Ordonnance n°60-55 du 14 Novembre 1960 portant organisation des Forces Armées
- Ordonnance n°60-56 du 14 Novembre 1960 fixant l'organisation judiciaire dans la République du Sénégal ainsi que les principes fondamentaux applicables aux litiges de droit privé
- Ordonnance n°60-57 du 14 Novembre 1960 fixant les attributions des Juges de Paix en matière criminelle et correctionnelle
- Ordonnance n°60-58 du 25 Novembre 1960 portant création de la Caisse d'Encouragement de la Pêche et de ses industries annexes
-
- Ordonnance n°60-59 du 25 Novembre 1960 fixant le montant et le mode de perception de la taxe sur les Huiliers et Exportateurs, annexées à la présente loi.

FAIT à DAKAR, le

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N°60.439/SG

DECRET DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale d'un projet de Loi de ra-
tification des ordonnances prises en vertu de la loi d'habilitation N°60-043 du 20
Août 1960 -

VU la Constitution;

VU l'Ordonnance 69-037 du 31 Mars 1959;

VU l'Ordonnance 59-038 du 31 Mars 1959 relative aux pouvoirs
généraux du Président du Conseil;

- DECRETE :

ARTICLE 1er - Le projet de loi adopté en Conseil des Ministres
le 10 Novembre 1960 et dont la teneur suit, sera présenté par
le Président du Conseil .

qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la
discussion./-

Fait à Dakar, le 13 Décembre 1960

Mamadou DIA.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

RAPPORT DE PRESENTATION

à l'Assemblée Nationale

Par la loi d'habilitation n° 60-043/ALS du 20 Août 1960 l'Assemblée Nationale autorisait le Gouvernement à prendre par ordonnance pour une durée de trois mois des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les pouvoirs ainsi consentis lors du retrait du Sénégal de la Fédération du Mali furent renouvelés par la loi 60-046/AN du 7 Septembre 1960.

Conformément à l'article 2 des lois précitées, j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée Nationale les projets de loi de ratification ci-joints.

MAMADOU DIA

180009

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

--:-

1ère LEGISLATURE

--:-

1ère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

--:-

R A P P O R T S

faits

au nom de la COMMISSION DE LA LEGISLATION,
DE LA JUSTICE, DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (Règlement Intérieur)

--:-

Sur

le PROJET DE LOI n° 53/60/ANS portant ratification des
Ordonnances prises en vertu de la loi d' Habilitation
n° 60-043 du 20 Août 1960

et

le PROJET DE LOI n° 54/60/ANS portant ratification des
Ordonnances prises en vertu de la loi d' habilitation
n° 60-046 du 7 Septembre 1960

--:-

par Me Khar N'Dofène DIOUF .-

R A P P O R T

fait au nom de la COMMISSION DE LA JUSTICE
ET DE LA LEGISLATION

-:-

- 1°) Sur l' ordonnance 60-03 du 22 Août 1960 portant modification de la formule exécutoire;
- 2°) Sur l' ordonnance n° 60-05 du 26 Août 1960 fixant les modalités de désignation des délégués des Assemblées Régionales et Municipales pour l' élection du Président de la République du Sénégal.

-:-:-

La Commission vous prie de ratifier ces deux ordonnances prises en vertu de la loi d' habilitation n° 60-043 du 20 Août 1960 .

-:-:-:-:-:-:-:-

.../...

R A P P O R T

au nom DE LA COMMISSION DE LA LEGISLATION
ET DE LA JUSTICE

-:-

sur l' ORDONNANCE 60-26 du 10 Octobre 1960

-:-

Cette Ordonnance détermine le sceau de l' Etat, les
sceaux, timbres et cachets des Grands Corps de l' Etat, des
Ministères, des Cours, Tribunaux et des Administrations
Publiques.

La Commission vous invite à la ratifier.

-:-:-:-

.../...

R A P P O R T

au nom de la COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA
L E G I S L A T I O N

--:-

sur l' ORDONNANCE 60-25 du 10 Octobre 1960

--:-

Cette Ordonnance, prise en vertu ^{de la loi} / d' habilitation 60-046
du 7 Septembre 1960, est relative aux articles 510, 511,
512 et 513 du Code d'Instruction Criminelle.

Ces articles sont abrogés et remplacés par de nouveaux
articles 510 à 514 relatifs à la manière dont sont reçues les
dépositions des membres du Gouvernement et celles des
représentants des Puissances Etrangères tant devant les
juridictions d' instruction que devant les juridictions de
jugement.

La Commission vous demande la ratification de ce texte.

--:-:--:-:--:-

.../...

R A P P O R T

au nom DE LA COMMISSION DE LA LEGISLATION ET DE LA JUSTICE

-:-

sur les Ordonnances suivantes prises en vertu de la loi
d'habilitation n° 60-046 du 7 Septembre 1960 :

- 1) Ordonnance n° 60-27 du 10 Octobre 1960 relative aux agissements portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics,
- 2) Ordonnance n° 60-32 du 18 Octobre 1960 portant amnistie des infractions commises au cours ou à l'occasion des événements de Fatick du 28 Juillet 1960 et de Tivaouane du 20 Juin,
- 3) Ordonnance n° 60-36 du 22 Octobre 1960 créant l'Ordre National du Sénégal,
- 4) Ordonnance n° 60-47 du 9 Novembre 1960 portant statut de la Magistrature de la République du Sénégal,
- 5) Ordonnance n° 60-51 du 14 Novembre 1960 concernant le casier judiciaire,
- 6) Ordonnance n° 60-52 du 14 Novembre 1960 portant renforcement de la protection de l'Ordre Public,
- 7) Ordonnance n° 60-56 du 14 Novembre 1960 fixant l'Organisation judiciaire dans la République du Sénégal ainsi que les principes fondamentaux applicables aux litiges de droit privé,
- 8) Ordonnance n° 60-57 du 14 Novembre 1960 fixant les attributions des juges de Paix en matière criminelle et correctionnelle,
- 9) Ordonnance n° 60-39 du 22 Octobre 1960 relative à la modification des limites de la commune de Kaolack,
- 10) Ordonnance n° 60-46 du 31 Octobre 1960 portant institution de la fête nationale et des Fêtes légales dans la République du Sénégal;

La République adopte la date du 4 Avril comme jour de la fête Nationale annuelle, les fêtes légales, étant, outre les fêtes de Pentecôte et de Pâques :

.../...

- a) la journée du 20 Août,
- b) la journée du Mawloud,
- c) la journée de la Tabaski,
- d) la journée de la Korité,
- e) le Jour de l' An (1er Janvier)
- f) le jour du 1er Mai,
- g) le Lundi de Pâques,
- h) le Jeudi de l' Ascension,
- i) le Lundi de Pentecôte,
- j) la journée du 15 Août,
- K) la journée du 1er novembre,
- l) la Fête de Noël,
- m) le 14 Juillet.

La Commission vous demande la ratification de ces 10
Ordonnances.

1B 0009

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

1ère LEGISLATURE

1ère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

- R A P P O R T -

fait

au nom de la Commission des Finances

SUR le projet de Loi n° 54/60/ANX por-
tant ratification des ordonnances prises
en vertu de la Loi d'habilitation n°
60-046 du 7 Septembre 1960

par HAMEL DIOP
Rapporteur Général

-o-o-o-o-o-

Monsieur le Président,
Mes Chers Collègues,

- Ordonnance n° 60-018 du 21 Septembre 1960, relative aux frais de représentation du Président de la République.

La Commission des Finances a adopté sans débat la présente ordonnance qu'elle vous engage à ratifier.

*
* *

- Ordonnance n° 60-020 du 26 Septembre 1960, portant troisième remaniement du Budget de la République du Sénégal, exercice 1960.

Par suite de l'éclatement de la Fédération du Mali, il a paru opportun de prendre en charge, au Budget du Sénégal, les ex-services fédéraux. Tel est l'objet de ce troisième remaniement.

Il s'agit de la prise en recettes des droits à l'importation, de la taxe sur les transactions et des taxes à la production, des droits et taxes accessoires des produits divers et accidentels qui profitaient au Budget de la Fédération du Mali, et de prendre en dépenses la dette publique et diverses charges de fonctionnement, que supportait le Budget du Mali.

Il convient cependant de souligner qu'au chapitre 104, concernant les acquisitions d'immeubles, l'ouvrage 9/60 se rapporte à l'immeuble de l'Ambassade du Sénégal à NEW-YORK et non à WASHINGTON.

La Commission des Finances vous propose, en conséquence, de ratifier la présente ordonnance.

.../...

- Ordonnance n° 60-021 du 26 Septembre 1960, soumettant à autorisation l'exercice de la profession de courtier en métaux précieux supprimant l'anonymat des opérations sur l'or et créant une taxe para-fiscale.

Cette ordonnance a été prise afin de prévenir l'évasion de capitaux en direction du LIBAN, évasion constatée en 1959. Elle n'appelle aucune objection de la part de la Commission des Finances, qui vous propose de la ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-023 du 10 Octobre 1960, complétant la Loi n° 60-011 du 13 Janvier 1960 portant création de Banque Sénégalaise de Développement.

La présente ordonnance fixe à un maximum de 275 Millions, la participation de la République du Sénégal au capital de la Banque Sénégalaise de Développement. Elle n'appelle aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous propose de la ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-028 du 10 Octobre 1960, portant quatrième remaniement du Budget de la République du Sénégal, exercice 1960.

Ce quatrième remaniement a été motivé par la prise en charge de diverses dépenses de fonctionnement, particulièrement par celles résultant de l'accession du Sénégal à la souveraineté internationale.

La Commission des Finances vous propose sa ratification.

.../...

- Ordonnance n° 60-029 du 12 Octobre 1960, relative à l'attribution d'une indemnité spéciale de 20 % en faveur du personnel de l'enseignement du premier degré.

Dans le cadre de la revalorisation de la fonction enseignante, une indemnité spéciale égale à 20 % du traitement indiciaire est allouée, pour compter du 1er Novembre 1960, au personnel enseignant du premier degré, effectivement chargé de fonctions enseignantes.

La Commission des Finances applaudit à une telle mesure qui vient à son heure et vous propose la ratification de l'ordonnance.

*

* *

- Ordonnance n° 60-30 du 14 Octobre 1960, relative au recouvrement des rôles d'impôts nominatifs.

Dans le cadre de la réorganisation du service de recouvrement, la présente ordonnance tend à préciser les attributions des collecteurs d'impôts.

Elle n'appelle aucune observation de la part de la Commission des Finances qui vous propose de la ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-037 du 22 Octobre 1960, autorisant un emprunt de 30 Millions C.F.A.

Afin de participer à l'aménagement d'un stade multi-

.../...

sports à DAKAR, le Sénégal souscrit un emprunt de 30 Millions auprès de la Caisse Centrale de Coopération économique.

La Municipalité de DAKAR participe à la réalisation de cet ouvrage pour 45 Millions.

Votre Commission des Finances, vous propose de ratifier la présente ordonnance.

*

* *

- Ordonnance n° 60-038 du 22 Octobre 1960, portant modification de la répartition du produit de la taxe de Cercle pour l'exercice 1960.

Afin de permettre aux Assemblées Régionales de fonctionner, la quote-part de 20 % du produit net recouvré de la taxe de Cercle de 1960, revenant à chaque Région, et dont ristourne était prévue au profit du fonds de l'amélioration de l'habitat rural, a fait l'objet d'un programme d'emploi délibéré par chaque Assemblée.

C'est l'objet de cette ordonnance que la Commission des Finances vous propose de ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-041 du 31 Octobre 1960, portant création d'une taxe intérieure sur les huiles.

Afin de compenser les moins-values de recettes résultant de la suppression de la taxe de consommation intérieure

.../...

(suppression objet de l'ordonnance n° 60-042 du 31 Octobre 1960), il a paru opportun de créer une taxe intérieure sur les huiles alimentaires au taux de 1 % sur la valeur des huiles et à l'occasion de la première vente.

C'est l'objet de cette ordonnance que la Commission des Finances vous propose de ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-042 du 31 Octobre 1960, portant modification de la taxe de consommation et de la taxe sur les alcools et les liquides alcoolisés.

Cette ordonnance a été prise dans le cadre de la politique d'encouragement des industries sénégalaises. Elle n'appelle aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous propose de la ratifier.

*

* *

- Ordonnance n° 60-050 du 14 Novembre 1960, instituant la taxe régionale.

La Commission des Finances a examiné minutieusement la présente ordonnance et s'est particulièrement appesantie sur son article 7, qui dispose : "Les délibérations des Assemblées régionales fixant le taux de la taxe régionale et les délibérations fixant le programme d'emploi de cette taxe sont transmises pour approbation par le Gouverneur au Ministère de l'Intérieur chargé de la tutelle, lequel recueillera les visas techniques des ministres des Finances et du Développement, pour les parties qui les concernent."

.../...

Votre Commission des Finances estime que les programmes d'emploi de cette taxe, qui rentrent dans le cadre du plan général de développement de la Nation, doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Pour ces motifs, elle vous engage à la non ratification de la présente ordonnance et demande au Gouvernement de soumettre, à l'Assemblée Nationale, un projet de Loi tenant compte de cette observation.

*
* *

- Ordonnance n° 60-053 du 14 Novembre 1960, portant cinquième remaniement du Budget de la République du Sénégal, exercice 1960.

Le présent remaniement n'a appelé aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous engage à la ratifier purement et simplement.

*
* *

- Ordonnance n° 60-058 du 25 Novembre 1960, portant création de la caisse d'encouragement de la pêche et de ses industries annexes.

Cette ordonnance n'appelle aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous propose sa ratification.

*
* *

.../. ...

- 7 -

- Ordonnance n° 60-059 du 25 Novembre 1960, fixant le montant et le mode de perception de la taxe sur les huiliers et exportateurs.

La présente ordonnance n'a appelé aucune objection de la part de la Commission des Finances qui vous propose sa ratification.-

Dakar, le 24 Février 1961

180009

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

--:-

lère LEGISLATURE

--:-

lère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

--:-

R A P P O R T

fait

au nom de la COMMISSION DE L'EDUCATION,
DE L'INFORMATION, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

--:-

sur le PROJET DE LOI n° 54/60/ANS PORTANT
RATIFICATION DES ORDONNANCES PRISES EN VERTU
DE LA LOI D'HABILITATION N° 60-46 du 7 Septembre 1960

sur les ordonnances

n°s 60-19 du 24 - 9 - 1960
60-40 du 20- 10 - 1960
60-43 du 31 - 10 - 1960
60-44 du 31 - 10 - 1960
60-45 du 31 - 10 - 1960

par M. Demba DIOP .--

Monsieur le Président, mes Chers Collègues,

La Commission de l'Education, de l'Information, de la Jeunesse et des Sports a examiné au cours de sa réunion du Vendredi 25 Février les Ordonnances :

- n° 60-19 du 24 Septembre 1960 créant un Hymne de la République du Sénégal.
- n° 60-40 du 20 Octobre 1960 créant un centre national d'éducation populaire et sportive.
- n° 60-43 du 31 Octobre 1960 portant création et statut de la Commission de presse.
- n° 60-44 du 31 Octobre 1960 portant statut du journaliste professionnel dans la République du Sénégal.
- n° 60-45 du 31 Octobre 1960 portant création d'une Commission de la carte d'identité professionnelle de journaliste.

Les Ministres de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, de l'Information et de la Presse ont, chacun en ce qui le concerne, présenté l'économie des textes de ces ordonnances.

La Commission a insisté sur la nécessité de favoriser l'épanouissement de la presse sénégalaise en encourageant l'initiative privée en matière de journalisme.

/....

Elle a souligné que notre Hymne National n'a pas eu un écho profond dans les régions de l'intérieur. Des efforts restent à faire pour la diffusion du texte et de la partition.

La Commission a constaté que l'ordonnance n°60-19 du 24 Septembre 1960 créant l'Hymne National comporte un article unique portant sur le texte.

Aucune indication portant sur la musique n'est donnée. La partition n'est pas jointe.

Sur la création d'un centre national d'éducation populaire et sportive, la Commission a recommandé des efforts en direction de l'intérieur en ce qui concerne les sports. Des prospections effectuées par des spécialistes révéleraient, sans nul doute, des éléments doués qui, faute d'entraînement rationnel, seraient perdus pour le sport sénégalais.

Elle a encouragé l'initiative du Ministre de la Jeunesse et des Sports qui tend à rapatrier quelque grands sportifs sénégalais afin que leur expérience soit mise au service de la Nation.

A la lumière de ces observations, la Commission de l'Education Nationale, de l'Information de la Jeunesse et Sports, vous recommande l'adoption des ordonnances :

/... ..

N°s 60-19 du 24 Septembre 1960
60-40 du 20 Octobre 1960
60-43 du 31 Octobre 1960
60-44 du 31 Octobre 1960
60-45 du 31 Octobre 1960

DIOP DEMBA

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Jn Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

1B 6009

//O I Sénégalaise n° 6I-23

Portant ratification des ordonnances prises en vertu de la loi d'habilitation n° 60-046 du 7 Septembre 1960.

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Après en avoir délibéré

a adopté dans sa séance du Lundi 27 février 1961, la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.- Sont ratifiées les ordonnances prises en application de la loi 60-046 du 7 Septembre 1960 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance pour une durée de trois mois, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

- Ordonnance n° 60-18 du 21 Septembre 1960 relative aux frais de représentation du Président de la République du Sénégal,
- Ordonnance n° 60-19 du 24 Septembre 1960 créant un hymne de la République du Sénégal,
- Ordonnance n° 60-20 du 26 Septembre 1960 portant 3° remaniement du Budget de la République du Sénégal exercice 1960,
- Ordonnance n° 60-21 du 26 Septembre 1960 soumettant à autorisation l'exercice de la profession de courtier en métaux précieux supprimant l'anonymat des opérations sur l'or et créant une taxe para-fiscale
- Ordonnance n° 60-22 du 3 Octobre 1960 portant création d'un Office des Postes et Télécommunications du Sénégal,
- Ordonnance n° 60-23 du 10 Octobre 1960 complétant la loi n° 60-OII du 13 Janvier 1960 portant création d'une Banque Sénégalaise de Développement,
- Ordonnance n° 60-24 du 10 Octobre 1960 fixant le régime juridique et fiscal de la recherche de l'exploitation et du transport des hydrocarbures,
- Ordonnance n° 60-028 du 10 Octobre 1960 portant 4° remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960,

....//....

- Ordonnance n° 60-29 du 12 Octobre 1960 relative à l'attribution d'une indemnité spéciale de 20 % en faveur du personnel de l'Enseignement du 1er Degré,
- Ordonnance n°60-30 du 14 Octobre 1960 relative au recouvrement des rôles d'impôts nominatifs,
- Ordonnance n°60-3I du 17 Octobre 1960 portant modification de l'ordonnance n°60-IO/MTP du 27 Août 1960 relative à l'érection de la Régie des Chemins de Fer en Etablissement public de la République du Sénégal,
- Ordonnance n°60-34 du 22 Octobre 1960 portant modification de l'ordonnance n°60-09 du 27 Août 1960 relative à l'érection du Port de Commerce de Dakar en Etablissement public de la République du Sénégal,
- Ordonnance n°60-37 du 22 Octobre 1960 autorisant un emprunt de 30 millions de francs C.F.A.
- Ordonnance n°60-038 du 22 Octobre 1960 portant modification de la répartition du produit de la Taxe de Cercle pour l'exercice 1960,
- Ordonnance n°60-40 du 22 Octobre 1960 créant un Centre National d'Education Populaire et Sportive,
- Ordonnance n°60-4I du 3I Octobre 1960 portant création d'une taxe intérieure sur les huiles,
- Ordonnance n°60-42 du 3I Octobre 1960 portant modification de la Taxe de consommation et de la Taxe sur les alcools et les liquides alcoolisés,
- Ordonnance n°60-43 du 3I Octobre 1960 portant création et statut de la Commission de Presse,
- Ordonnance n°60-44 du 3I Octobre 1960 portant statut du Journalisme professionnel dans la République du Sénégal,
- Ordonnance n°60-45 du 3I Octobre 1960 portant création d'une Commission de la Carte d'Identité professionnelle de Journaliste,
- Ordonnance n°60-48 du 9 Novembre 1960 relative aux Sous-Officiers de réserve,
- Ordonnance n°60-49 du 9 Novembre 1960 abrogeant la Loi-ordonnance n°3 du 17 Décembre 1959 portant statut du Port de Commerce de Dakar
- Ordonnance n°60-53 du 14 Novembre 1960 portant 5° remaniement du budget de la République du Sénégal exercice 1960,
- Ordonnance n°60-54 du 14 Novembre 1960 portant organisation générale de la Défense,

.../...

- 3 -

- Ordonnance n°60-55 du 14 Novembre 1960 portant organisation des Forces Armées,
- Ordonnance n°60-58 du 25 Novembre 1960 portant création de la Caisse d'Encouragement de la Pêche et de ses industries annexes,
- Ordonnance n°60-59 du 25 Novembre 1960 fixant le montant et le mode de perception de la taxe sur les Huiliers et Exportateurs, annexées à la présente loi.

Dakar, le 27 FEVRIER 1961

Le Président de séance

LAMINE GUEYE.-